

La DTM a identifié une population mobile de **1 524 179** individus au 26 avril 2024 et une population retournée estimée à **710 718** individus

### Principales données sur le déplacement

 **1 524 179** ↓(2%)  
INDIVIDUS DÉPLACÉS

 **357 781**  
MÉNAGES DÉPLACÉS

**58%** Femmes (884,897) 

**42%** Hommes (639,282) 

**18%** Enfants < 5 ans (279 749) 

 **56%** des individus déplacés (soit 854 381) vivent dans les communautés d'accueil

### Principales données sur les retours

 **710 718** ↑(14%)  
INDIVIDUS RETOURNÉS

 **145 700**  
MÉNAGES RETOURNÉS

**60%** Femmes (429 438) 

**40%** Hommes (281 280) 

**16%** Enfants < 5 ans (111 131) 

 **710 718** personnes retournées dans **811** villages dans neuf territoires évalués.

## CONTEXTE

Dans la région orientale de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier au Nord-Kivu, un conflit prolongé et de plus en plus complexe persiste. Ce conflit est caractérisé par la présence de divers groupes armés, y compris le groupe M23 et les Forces Armées Congolaises (FARDC), ainsi que leurs alliés respectifs. Depuis le début de cette année, le M23 a progressé dans la partie orientale de la RDC, notamment vers Goma, qui sert de capitale du Nord-Kivu. Les récentes actions entreprises par le M23 continuent de suggérer leur intention de prendre le contrôle de Goma, marquant potentiellement leur deuxième occupation de la ville après une brève période de contrôle en 2012.

La montée des activités violentes dans la région a connu une augmentation spectaculaire de l'utilisation d'explosifs, de tactiques de violence à distance et d'engagements directs. Cette escalade alarmante a entraîné un déplacement substantiel de civils et une augmentation des victimes attribuées aux bombardements et à diverses formes d'attaques. Le conflit en cours a notamment conduit à un nombre significatif de déplacements, et des civils supportant le poids de cette violence croissante. De plus, les allégations concernant le soutien rwandais au groupe M23 ont encore compliqué les dynamiques régionales déjà délicates. Ces accusations ont non seulement accru les tensions diplomatiques mais ont également tendu les relations entre les pays voisins. Malgré les appels généralisés en faveur d'une résolution pacifique du conflit de la part des acteurs régionaux et internationaux, les efforts des casques bleus et des dirigeants locaux pour faciliter le dialogue et négocier des cessez-le-feu ont malheureusement été régulièrement bafoués.

Du 29 mars au 26 avril ; le contexte dans et autour de la ville de Goma est celui d'une criminalité accrue, au moment où la ville et les sites de déplacement environnants sont soumis à une pénurie de ressources et d'opportunités économiques, couplée à une prolifération d'armes. Les territoires de Masisi (groupements de Mfunyi-Shanga, Kamuronza, Bashali-Mokoto, Mfunyi- Kibabi) et Rutshuru (groupements de Kanyabayonga et Mutanda) ont été plus affectés par d'intenses combats spontanés sur plusieurs lignes des fronts.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par le biais de la matrice de suivi des déplacements (DTM) continue à mener une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des urgences (EET/ERM), l'analyse des crises et enregistrement avec priorité de répondre aux besoins immédiats d'information en vue de comprendre la dynamique des déplacements et les besoins.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour du 29 mars au 26 avril 2024.

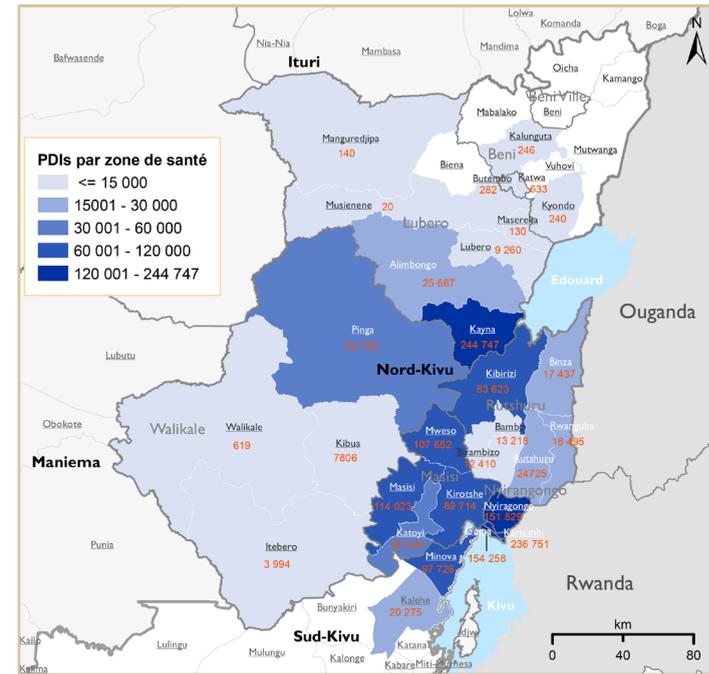
## DÉPLACEMENT

Les données sur les déplacements recueillies dans cette dix-huitième analyse de crise montrent une diminution de nombre de personnes déplacées par rapport à la publication précédente ([voir le rapport](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 561 676 à 1 524 179 personnes au 26 avril 2024 ([données détaillées ici](#)). Cette diminution de 2 pour cent est due à des affrontements qui se sont déroulés dans les villages déjà vidés de leurs populations dans les groupements de Kamuronza, Mfunyi-Shanga et sur l'axes Kibirizi et Rwindi en territoire de Rutshuru. Un grand nombre de personnes déplacées à cause des combats dans les territoires de Rutshuru et de Masisi, sont déjà déplacées de leur région d'origine et sont donc comptabilisées comme des déplacements secondaires. Bien que la majorité des personnes déplacées se trouvent dans des communautés d'accueil, les sites de déplacement continuent d'accueillir une proportion importante (44%) de personnes déplacées. Certains sites offrent des abris temporaires et une aide de base, mais la plupart ne parviennent pas à répondre adéquatement aux besoins des personnes touchées. Ces sites sont souvent surpeuplés et ont du mal à fournir des services essentiels tels que la sécurité, l'eau potable, la nourriture et les installations sanitaires, ce qui aggrave les difficultés des personnes déplacées.

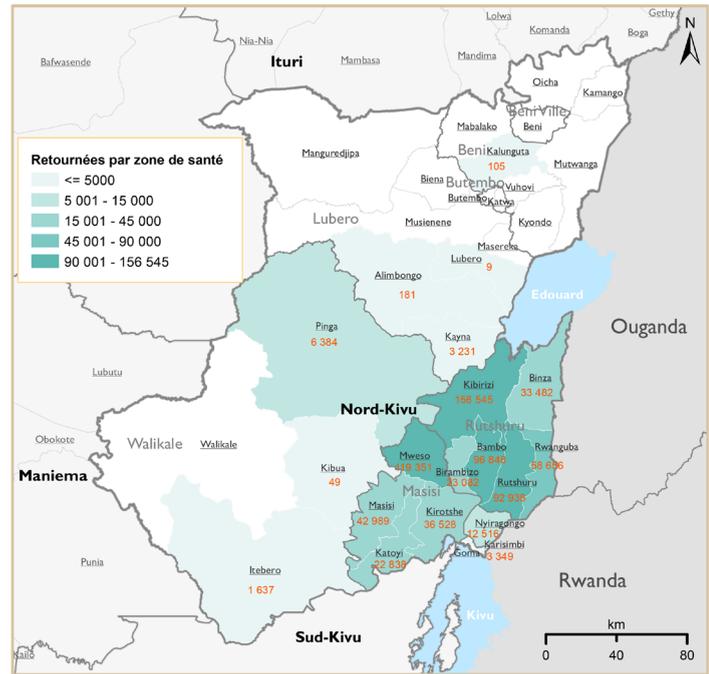
Types d'installation	Ménage	Individu	Homme	Femme
Communauté hôte	166 268	854 381	359 685	494 696
Sites hors mécanisme CCCM	37 882	179 952	70 695	109 257
Sites sous mécanisme CCCM	153 631	489 846	208 902	280 944
<b>Grand Total</b>	<b>357 781</b>	<b>1 524 179</b>	<b>639 282</b>	<b>884 897</b>

Du 09 au 23 Avril des combats opposant les FARDC et ses alliés au groupe M23 ont eu lieu dans le territoire de Masisi (groupement de Mfunyi-Kibabi). Cette situation, ajoutée à la poursuite des combats du 9 au 10 avril aux environs de la ville de Bihambwe (Zone de Santé de Katoyi) ont provoqué des mouvements pendulaires de la population de villages environnants. Du 13 au 16 avril, des intenses combats autour de Sake dans le groupement Kamuronza et dans les collines surplombant Bweremana (Ndumba, Kabase, Kiluku). Ceci s'est principalement déroulé dans une zone largement vidée de sa population. Du 22 au 23 avril, des affrontements se sont intensifiés dans le village de Bweru en (groupement de Bashali-Mokoto), les populations ont été contraint de se déplacer dans les villages voisins (Kivuye, Bibwe) en dans la zone de santé de Mweso.

**CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT**



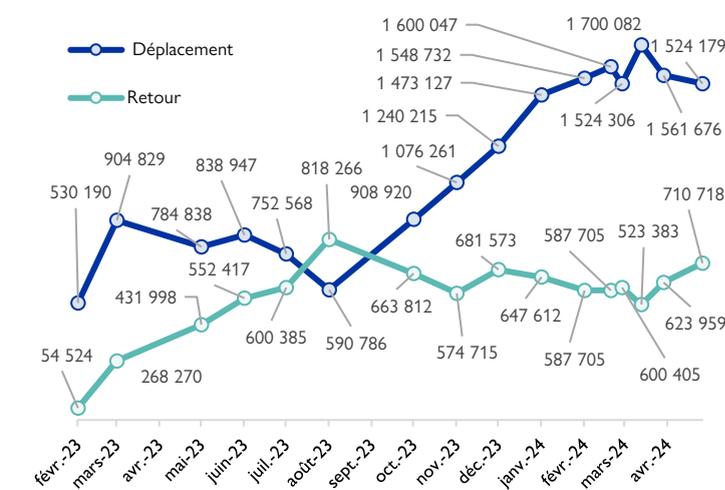
**CARTOGRAPHIE DE RETOUR**



**RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE**

Les résultats des évaluations des déplacements liés à la crise du M23 effectuées entre le 29 mars et le 26 avril 2024 ont permis d'identifier un total de 710 718 individus retournés (145 700 ménages). La tendance au retour a augmenté de 14% par rapport au nombre enregistré lors de la dernière évaluation du 29 mars 2024, cette tendance s'observe principalement dans les territoires de Masisi et Rutshuru dans les groupements des Bashali-Mokoto (Mweso, Muhongozi, Kashuga, Kalembé, Kitchanga), Bashali-Kahembe (Burungu, Kabalekasha, Nyamitaba) en territoire de Masisi et dans les groupements Mutanda, Tongo, Bambo en territoire de Rutshuru. Les mauvaises conditions de vie, le manque d'assistance dans les zones de déplacement, l'amélioration relative de la situation sécuritaire observée dans les villages d'origine, ainsi que les conséquences négatives de déplacement continu sont les raisons principales de retour citées.

**Évolution de la population déplacée et retournée (individus) depuis le début de la crise**



**ACCESSIBILITÉ**

Le conflit en cours dans la région a gravement affecté les principales routes entourant Goma et ses zones voisines, les rendant impraticables. Cette obstruction a considérablement entravé le déplacement des civils, le transport des marchandises et la livraison d'une aide humanitaire cruciale. La récente prise de la ville de Shasha par le groupe M23 le 3 février 2024 a encore aggravé la situation. Par conséquent, la circulation le long de l'itinéraire reliant Goma à Bukavu s'est arrêtée. Il s'agit du quatrième blocage de la route essentielle d'approvisionnement alimentaire depuis Goma, après les blocages précédents sur l'axe Goma-Rutshuru, l'axe Sake-Kitshanga Mweso et l'axe central Sake-Masisi. Cette situation continue à restreindre l'accès aux services essentiels pour la population touchée par la violence, créant un environnement dangereux pour les civils et les travailleurs humanitaires à Goma.

**PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES**

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, le logement et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés et sont souvent limités ou inexistantes dans les zones où les populations déplacées cherchent refuge. Les besoins fondamentaux des populations vulnérables ne sont généralement pas satisfaits, ce qui rend difficile leur survie et celle des communautés touchées.



**DÉMOGRAPHIE**

Les hommes et les femmes constituent respectivement 42 pour cent et 58 pour cent de la population déplacée évaluée dans 2 288 villages. Les enfants déplacés âgés de 0 à 5 ans représentent environ 18 pour cent. La taille moyenne des ménages déplacés évalués est de 4,3 individus.

Tandis que les hommes et les femmes retournés constituent respectivement 40 pour cent et 60 pour cent de la population retournée. Alors que, les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 16 pour cent.